



L E T T R E O U V E R T E

Madame, Monsieur le (la) futur(e) Premier Ministre,

Votre responsabilité est lourde. Les Français, et notamment les entrepreneurs que je représente, attendent que soient mises de côté les querelles partisans pour faire en sorte que notre pays ne sombre pas dans un immobilisme, synonyme de chaos.

La période des Jeux olympiques a redonné de l'enthousiasme et de l'espoir à notre peuple en montrant à la face du monde que la France était capable de grandes choses lorsqu'elle en a la volonté et s'en donne les moyens.

La mandature qui s'ouvre sera déterminante pour l'avenir de notre pays. La situation des finances publiques ne nous laisse pas d'autre choix que de retrouver du sérieux budgétaire, sans quoi nous risquons d'en perdre le contrôle alors que la France est, désormais, le troisième pays de l'union européenne en termes de ratio PIB/ endettement. Dans ce contexte, ce n'est pas seulement un retour sous les 3% qu'il faut viser en 2027, mais une trajectoire de retour à l'équilibre dans les années suivantes. Proposer des nouvelles dépenses nous exposerait aux mêmes déconvenues que la Grèce ou l'Espagne.

Il nous faut, au contraire, aller de l'avant, en prenant à bras le corps des questions cruciales pour le pays, comme celle de l'emploi des seniors ou du logement qui connaît actuellement une crise sans précédent.

Se contenter de rogner sur les aides à l'apprentissage, renoncer à baisser les impôts de production, augmenter une fois encore les prélèvements obligatoires ou le coût du travail, sous un prétexte ou un autre, serait un remède pire que le mal. Tôt ou tard il faudra bien, et le moment est sans doute venu, réformer l'action publique qui ne souffre pas d'un manque de moyens ou de personnel, mais d'une absence de stratégie. Reprendre la loi sur la simplification, qui prévoyait notamment la mise en place d'un test PME, est également un impératif alors que notre pays étouffe sous un carcan réglementaire qui décourage l'esprit d'entreprendre et pèse sur la compétitivité des entreprises françaises.

Alors que les défaillances d'entreprises s'accroissent, il faut agir pour soutenir cette croissance sans laquelle nous ne pourrions faire face aux enjeux financiers liés à la transition climatique ou aux évolutions technologiques (IA ...). Les entreprises françaises, et en particulier les TPE/PME, ont montré leur formidable dynamisme en continuant à créer des emplois et en augmentant les salaires qui, aujourd'hui, progressent plus rapidement que l'inflation. Elles méritent qu'on les accompagne. Elles sont la solution à bien des problèmes. Les décourager en leur ôtant toutes perspectives de développement serait suicidaire.

Par ailleurs, les partenaires sociaux dont fait partie la CPME, première organisation patronale française en nombre d'entreprises adhérentes (240 000), pourraient utilement être mis à contribution, sous réserve d'améliorer les règles qui régissent le paritarisme. Ses acteurs pourraient être responsabilisés en adoptant, par exemple, le principe de la règle d'or applicable aux régimes sociaux dont ils ont la charge.

Ne doutant pas de votre volonté de faire avancer notre pays, la CPME se tient à votre disposition pour évoquer avec vous les attentes, préoccupations et propositions de ces artisans, TPE, PME et professionnels libéraux qui font la force et la richesse de notre tissu économique.

François Asselin, Président de la CPME